

les qu'il a prononcées dans un débat précédent sur cette question de commerce. Je lui demande et je fais appel à ses sentiments de justice, s'il pense que c'est bien conforme à la justice anglaise qu'il puisse me provoquer ici sur une question dont j'ai parlé dans un débat précédent, qu'il puisse citer ce que j'ai dit dans un débat précédent et qu'il fasse des objections quand je veux me défendre et répondre à son argument.

M. CLARK: Je crois que si je n'ai pas enfreint le règlement, c'est parce qu'il est parfaitement connu de chacun de ceux d'entre nous qui ont écouté avec attention le premier discours prononcé ici par mon honorable ami que c'est pendant la dernière session qu'il a exposé son grand argument relatif à l'indépendance fiscale. Le règlement ne permet pas de faire allusion à un débat qui a eu lieu pendant la même session. Je n'ai aucune objection à discuter n'importe quelle question avec mon honorable ami et ce n'est pas pour me dérober que j'en appelle au règlement; c'est uniquement pour la protection de la Chambre des communes et de ses membres.

M. WHITE: Vu l'objection de l'honorable député, je m'abstiendrai de faire allusion à un débat antérieur et je m'y prendrai autrement. Pendant la vacance de Noël, mon honorable ami a prononcé des discours, dans l'Ouest, sur la question navale. J'ai lu les comptes rendus de quelques-uns de ces discours et, si je suis bien renseigné, il a prétendu que les navires devraient être construits au Canada.

M. TURRIFF: Quel mai y a-t-il à cela?

M. PUGSLEY: Qu'en pense le ministre lui-même?

M. WHITE: Mon honorable ami saura ce que j'en pense quand je serai appelé à traiter cette question. Je n'ai aucune objection à ce que l'on fasse au Canada tout ce qui peut y être fait. Quand j'aurai à discuter la question navale, je m'efforcerai de démontrer que, dans ce cas particulier, il n'est pas dans l'intérêt de l'empire que nous perdions un temps précieux en entreprenant de construire des dreadnoughts dans le pays, et nous voulons les avoir à temps pour qu'ils soient utiles à l'empire, dans les circonstances critiques où il se trouve.

M. MACDONALD: L'honorable ministre va-t-il prétendre qu'il est contraire à l'intérêt du Canada de construire ces navires ici?

M. WHITE: Je ne voudrais pas manquer de courtoisie envers mon honorable ami, mais il me permettra de lui dire que lorsque viendra le temps de discuter cette question, je crois que je serai en état de répondre à toutes ces objections.

Pour en revenir à l'honorable député de Red-Deer (M. Clark), dont les discours sont toujours intéressants, je répète qu'il a pris part à une campagne sur la question navale, pendant la vacance de Noël, et qu'il a soutenu que ces navires devraient être construits au Canada. Mon honorable ami est un partisan du libre-échange et la devise des libre-échangistes est "Acheter au plus bas prix possible et vendre au plus haut prix possible". L'honorable député osera-t-il prétendre que des navires construits au Canada ne coûteraient pas au moins 35 ou 40 p. 100 plus cher qu'à Glasgow, où les salaires des ouvriers sont loin d'être aussi élevés qu'au Canada, pour ne rien dire du retard que cela occasionnerait?

M. PUGSLEY: Je dis oui.

M. WHITE: Je répondrai à mon honorable ami une autre fois. De la part de l'honorable député de Red-Deer une pareille prétention équivaudrait à apostasier le dogme de libre-échange dont il se proclame le fervent apôtre. En lisant ses discours, je me disais que le libre-échange n'a pas été témoin d'une apostasie plus manifeste depuis Daniel Webster. Je ne vois pas dans quel camp il faudra ranger mon honorable ami, s'il persiste dans ce qu'Adam Smith et Cobden appellent une hérésie protectionniste. Ceux qui se rappelleront sa carrière passée et constateront son attitude actuelle seront tentés de l'appeler Ishapord. Quant à la réciprocité, il en a été tellement question dans cette Chambre, que je n'ai pas l'intention d'en parler aujourd'hui. Je dirai même que je m'abstiens d'en parler parce que je considère qu'il ne convient pas de manquer de respect aux morts et que la réciprocité est morte.

M. TURRIFF: C'est le tarif différentiel qui est mort.

M. WHITE: L'honorable député de Red-Deer a beaucoup parlé de réciprocité et a blâmé le Gouvernement de l'avoir repoussée. Ce n'est pas le Gouvernement qui a refusé la réciprocité; c'est le peuple. J'ai beaucoup de respect pour les honorables membres de la gauche, mais je crois que cette question de la réciprocité affecte leurs nerfs et leurs idées; ils en sont comme obsédés. Pourquoi n'admettent-ils pas qu'ils ont fait un faux pas? Ils devraient dire "nous avons commis une erreur et nous allons nous y prendre autrement". En bonne politique, c'est ce qu'ils devraient faire. Le pays leur a déjà fait savoir qu'ils s'étaient trompés et il leur laissera savoir encore.

M. TURRIFF: Donnez-lui la chance de se prononcer.

M. WHITE: Il n'existe pas de sentiment favorable à la réciprocité. Cette politique